

ARRETE

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02424P0067
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°24-095 du 27 mai 2024 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02424P0067 relative au projet de construction d'une centrale photovoltaïque, portée par la SARL Diez Entreprises sur la commune de Savigny-en-Sancerre (18), reçue 21 mars 2024 ;

VU le plan local d'urbanisme (PLU) de Savigny-en-Sancerre, approuvé le 27 avril 2011 ;

VU la décision tacite, née le 12 avril 2024, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

CONSIDÉRANT que le projet prévoit la construction d'une centrale photovoltaïque d'une puissance de 999 kWc, sur une emprise clôturée de près d'un hectare, à Savigny-en-Sancerre (18) ;

CONSIDÉRANT que le projet comprend l'installation des panneaux photovoltaïques (d'une surface totale d'environ 6 000 m²), d'un poste de livraison (20 m²), la création de pistes internes, la pose d'une clôture de 2 m de hauteur et d'une citerne de 30 m³ ;

CONSIDÉRANT que le projet relève de la catégorie 30° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet concourt à l'atteinte des objectifs de production d'énergie renouvelable du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet) de la région Centre-Val de Loire ;

CONSIDÉRANT que le projet est situé en zone agricole « A » ; que le règlement du plan local d'urbanisme (PLU) de Savigny-en-Sancerre, approuvé le 27 avril 2011, y autorise la construction d'équipements d'intérêt public ou collectif ; que le projet de parc photovoltaïque correspond à un équipement d'intérêt public ou collectif selon la décision de la cour d'appel administrative de Nantes du 23 octobre 2015 ;

CONSIDÉRANT que le projet est situé sur une parcelle située en dehors de tout zonage d'inventaire et de protection relatif à la biodiversité ;

CONSIDÉRANT que le projet, par la préservation et le renforcement des haies existantes en périphérie de la parcelle, limite l'impact visuel de ce dernier ;

CONSIDÉRANT que le secteur susceptible d'être impacté par le projet ne présente pas d'autre enjeu environnemental significatif ;

CONSIDÉRANT que le projet, par sa nature, sa localisation et sa superficie, a un impact limité sur l'environnement, à condition de prendre toutes les mesures de protection nécessaires lors des travaux de réalisation, notamment en matière de préservation de la ressource en eau vis-à-vis des risques de pollution accidentelle ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement et la santé humaine,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : La décision tacite, née le 12 avril 2024, soumettant à évaluation environnementale le projet de construction d'une centrale photovoltaïque, portée par la SARL Diez Entreprises sur la commune de Savigny-en-Sancerre (18) est annulée.

ARTICLE 2 : Le projet de construction d'une centrale photovoltaïque, portée par la SARL Diez Entreprises sur la commune de Savigny-en-Sancerre (18) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 19 juin 2024
Pour la Préfète de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télerecours accessible par le site Internet : www.telerecours.fr